



DES MACHINES À TUER

ASILE • *Requérant d'asile sierra-léonais, Ibrahim Koroma vit depuis six ans en Suisse. Ancien enfant-soldat, il témoigne des cinq ans passés dans l'armée. Son interview a été réalisée par «Voix d'Exils», média en ligne destiné à l'expression libre des personnes migrantes.*



Ibrahim Koroma (en médaillon, photo Voix d'Exils): «Presque chaque jour, lorsqu'il y avait des sorties, nous, les enfants-soldats, étions devant. Avec toutes les drogues qu'on consommait, on n'avait peur de rien.» Archives: Enfants-soldats, Sierra Leone, 1998. KEYSTONE

PROPOS RECUEILLIS PAR
NIANGU NGINAMAU*

Voici l'histoire d'Ibrahim Koroma, actuellement requérant d'asile en Suisse qui, à l'âge de treize ans, a été enrôlé de force à par les combattants rebelles de la Sierra Leone. Ils lui ont appris à manipuler les armes et l'ont drogué pour qu'il arrive à exécuter les ordres malsains des ses supérieurs. Aujourd'hui, cet ancien enfant soldat suit une cure de désintoxication à la Fondation du Levant à Lausanne.

Voix d'Exils: Parlez-nous de vous.

Ibrahim Koroma: Je suis né en 1984 et je suis fils unique. J'étais un enfant heureux jusqu'à l'âge de 13 ans. J'avais la chance d'avoir une mère qui faisait tout pour son enfant. A cette époque, ma mère avait quand même les moyens de subvenir à nos besoins, et je vivais comme un enfant en Europe. Mais en 1997, alors que j'avais tout juste 13 ans, un coup d'Etat a eu lieu en Sierra Leone.

De quelle nationalité êtes-vous?

Je suis Sierra-Léonais. Mon père est Libérien, mais je ne l'ai plus vu depuis l'âge de cinq ans.

Depuis combien de temps êtes-vous en Suisse?

Je suis en Suisse depuis six ans, et je suis arrivé en juin 2004.

Quelle est votre situation depuis votre arrivée en Suisse?

Cela fait maintenant deux ans et demi que je me trouve au sein de la Fondation du Levant à Lausanne, pour une cure de désintoxication.

En quoi consiste cette fondation?

C'est une fondation qui s'occupe des personnes qui ont des problèmes liés à la toxicomanie. Moi, j'ai consommé ma première drogue à l'âge de treize ans... par obligation.

Qu'est-ce qui vous est arrivé dans votre pays?

J'avais treize ans lorsque les rebelles m'ont pris. Cette formation s'appelait

le RUF (Front révolutionnaire uni). Je me trouvais à Freetown, la capitale de la Sierra Leone, lorsqu'il y a eu le coup d'Etat militaire. Il y a eu des pillages et on ne pouvait plus rester à Freetown avec ma mère. Elle a alors décidé d'aller vivre en province, dans un endroit nommé Makene. La situation là-bas était meilleure que dans la capitale. Un jour, je suis parti rendre visite à un ami. Sur le chemin du retour, vers 19 heures, j'ai vu un camion rempli de militaires qui m'a dépassé. Il s'est alors arrêté devant moi. C'était des rebelles et ils m'ont mis de force dans le véhicule. Dedans, il y avait plusieurs autres enfants qui pleuraient. Ils nous ont conduits dans une ville qui s'appelle Kono, où se trouvait leur base. Le lendemain, la première chose qu'ils ont faite a été de nous remettre à chacun un fusil AKA 47. Ils m'ont montré juste comment manier le fusil, puis il y a eu l'intervention du chef, et son premier mot a été que «ce fusil Kalachnikov, c'est ton meilleur ami, c'est avec ça que tu seras payé».

A partir de ce jour, ils ont commencé à nous faire des injections sans qu'on sache le contenu des substances. Il y avait du cannabis comme cigarettes et deux types de pilules dont j'ignore le nom. Ces médicaments me rendaient agressif. Tu ne dors plus et tu n'as pas faim. Au bout d'une semaine, je venais de tuer ma première victime.

Pouvez-vous me dire dans quelles circonstances cela a pu arriver de tuer une personne juste après une semaine dans le camp?

Dans le camp, il y avait un tribunal militaire, une structure bien organisée qui jugeait des militaires et des civils. Ils venaient de condamner 76 personnes, et j'ai été choisi avec d'autres enfants, sous l'emprise de la drogue, pour exécuter ces personnes. Nous étions devenus des machines à tuer.

Avez-vous vécu d'autres choses semblables?

Un jour, j'ai reçu l'appel de mon chef qui me demandait d'exécuter une tâche. Arrivé sur place, je trouve une dame qui avait presque l'âge de ma mère. Il me demande de lui donner cent coups de chicotte (*fouet ou baguette utilisés pour frapper, ndr*), et je n'ai pas voulu exécuter cet ordre, car cette dame, je la voyais comme ma mère. Après mon refus, mon chef a organisé un comité restreint pour m'administrer le châtiment que je méritais devant tous les enfants, pour faire un exemple. C'est alors qu'ils ont amené une casserole remplie d'huile de palme cuite. J'ai été tenu par deux personnes aux poignets, les deux autres m'ont balancé de l'huile sur le corps et un autre m'a poignardé au mollet. Depuis ce jour-là je suis devenu quelqu'un d'autre, quelqu'un de très très agressif lorsqu'on me demandait d'exécuter les tâches quotidiennes d'un soldat. Je me surpassais pour faire du mal.

Une autre fois nous étions en patrouille dans la forêt avec ma troupe, lorsque tout à coup a surgi un homme avec sa famille. Le commandant a voulu dépouiller cet homme de son argent et il lui a sorti de son portefeuille deux à trois mille dollars. L'homme insistait et nous suivait pour qu'on lui rende son argent. L'ordre a alors été donné par mon commandant d'abattre cette personne. Je lui ai mis une balle, et au moment de mourir, il m'a dit: «ça ne va jamais bien se passer dans ta vie». Vous savez, ces choses sont très lourdes à porter et à raconter. J'ai toujours ce flash back qui me revient.

Combien de temps êtes-vous resté dans l'armée?

Je suis resté cinq ans dans l'armée. Durant ces cinq années, il y a eu beaucoup de choses qui se sont passées, et je ne peux pas vous détailler toutes ces atrocités.

Vous avez eu beaucoup de missions durant tout ce temps?

Nous avons eu beaucoup de missions. Presque chaque jour, lorsqu'il



y avait des sorties, nous, les enfants soldats, étions devant. Avec toutes les drogues qu'on consommait, on n'avait peur de rien.

A quinze ans, je suis même devenu capitaine. En Sierra Leone, il n'y avait plus de soldats, et lorsqu'il y a eu la rébellion, les soldats sont venus des pays d'Afrique de l'Ouest qui contrôlaient le pays. Nous nous battons contre ces soldats pour récupérer la ville de Kono qui avait été assiégée. Je venais de tuer un capitaine nigérian et j'ai pris sa veste avec ses galons. Je l'ai ramenée au camp auprès du commandant, ce qui m'a valu le même grade, et j'ai alors été nommé commandant des enfants du groupe SBU (*Small Boys Unit*). Au début, j'avais cinquante enfants, mais après six mois, j'avais deux cents enfants à ma charge.

Comment avez-vous fait pour en sortir?

En 2000, lorsque la guerre a touché à sa fin, nous sommes partis avec une partie du bataillon vers le Liberia pour prêter main forte au président Charles Taylor qui se battait contre les rebelles de son pays. Nous y sommes restés jusqu'en 2002, jusqu'à ce que la situation devienne plus ou moins calme. A cette période, je ne prenais presque plus de produits. Un jour, ils m'ont laissé aller en ville tout seul. C'est là que j'ai rencontré un Monsieur qui venait chez les rebelles de Sierra Leone acheter des diamants, et j'avais un diamant avec moi qui venait de mon commandant. Je l'ai proposé au Monsieur en échange de m'emmener aux Etats-Unis ou en Europe. Lorsqu'il a vu le diamant, il a fait toutes les démarches nécessaires pour m'emmener en Europe et aujourd'hui, je suis en Suisse. I

* Membre de la rédaction lausannoise de Voix d'Exils (voixdexils.ch)

RENVOIS

«Comment la Suisse peut-elle les lâcher sans se soucier de leur avenir?»

Le témoignage poignant d'Ibrahim se termine par une note optimiste: «Je suis en Suisse». Est-ce la fin de ses problèmes? Hélas non! D'abord sa demande d'asile a été rejetée, bien qu'il n'ait rien caché de sa vie d'enfant-soldat. Ensuite le problème de la drogue, qu'il avait été forcé de prendre, est resté aigu. A cela s'ajoutaient les *flash-back* des atrocités subies et commises, avec une voix lancinante dans la tête: «Tu ne trouveras jamais la paix!»

J'ai rencontré Ibrahim à Point d'Appui, lieu d'accueil des médiateurs Eglises-réfugiés à Lausanne, à sa sortie de prison, en 2005. Il avait été condamné une première fois pour possession de drogue. Depuis lors, il a été suivi par plusieurs psychiatres, et fait plusieurs tentatives de suicide. Un excellent avocat a fait une demande de réexamen. Puis il a été incarcéré à nouveau pour trafic de drogue. Mais à son procès, il a eu la chance d'être «condamné» à une mesure de substitution de peine, sous la forme d'une cure de désintoxication, au Centre du Levant à Lausanne. Je dis «chance» car cette cure, qui n'est d'ailleurs pas terminée, lui a permis de se débarrasser de son addiction, même s'il est toujours suivi psychiatriquement. Il a retrouvé la force de se prendre en main. Le témoignage qu'on vient de lire n'aurait jamais été possible il y a quelques années. Mais la décision de Berne est formelle. A la fin de sa cure, il doit être renvoyé en Sierra Leone. Ni demande de réexamen, ni expertise psychiatrique n'ont pu lui obtenir de sursis pour l'instant. A Berne, on pense qu'en lui donnant une provision de médicaments, on peut le renvoyer sans crainte!

Plusieurs questions se posent:

- Comment un pays comme la Sierra Leone va-t-il réagir s'il doit le reprendre? Certes, il y a eu une amnistie pour les anciens enfants-soldats. Mais la population n'a pas oublié. Comment lui faire comprendre que ces jeunes gens ne sont pas coupables, parce qu'ils étaient drogués et manipulés?

- Comment un pays comme la Suisse, qui a payé très cher pour la réhabilitation d'un jeune homme complètement détruit par ce qu'il a vécu étant enfant – et il faut reconnaître que cette réhabilitation a réussi – peut-il maintenant le lâcher sans se soucier de son avenir? D'ailleurs, nous connaissons d'autres ex-enfants-soldats de la Sierra Leone qu'on a laissés dix ans en Suisse sans les soigner, sans les instruire et qu'on décide maintenant de renvoyer. (Comment quoi les requérants mis en prison sembleraient avoir parfois plus de chance que ceux qui sont livrés à eux-mêmes...)

- Comment la communauté internationale – expression en vogue même si l'on ne sait pas très bien ce qu'elle veut dire, mais la Suisse en fait partie – peut-elle rester insensible à ce problème immense et insoluble des enfants-soldats? Car ce n'est pas seulement en Sierra Leone, mais aussi dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie qu'il y a eu des dizaines de milliers de jeunes garçons et filles qui ont été enlevés, qui ont été armés, qui ont été drogués, à qui l'on n'a rien appris d'autre que de tuer, mutiler, brûler, piller. Les prisons ne suffiraient pas pour les recueillir, les services psychiatriques sont la plupart du temps inexistantes. Or ils sont tous – je ne crains pas de le dire – traumatisés et ne peuvent se réintégrer dans la société sans aide. Le risque est immense que la tuerie recommence.

Certes, l'ONU et plusieurs ONG ont mis sur pied des programmes de réintégration. La Suisse y participe-t-elle? Peut-être, mais elle refuse de réintégrer ceux qui ont cherché refuge chez nous.

FRANÇOIS DE VARGAS,

Ancien secrétaire général de l'Association pour la prévention de la torture, (APT, Genève). François de Vargas est, depuis sa retraite, bénévole à «Point d'Appui», lieu d'accueil des médiateurs Eglises-réfugiés à Lausanne.